

Des voix: Oh, oh!

M. Darling: Le gouvernement devra prendre des mesures pénibles pour sortir le pays de l'ornière. Les portes sont fermées et les serrures obstruées depuis tant d'années que les Canadiens doivent s'habituer à se faire vraiment représenter au Parlement.

Si la consultation et la collaboration sont un objectif si ignoble, les députés de l'opposition pourraient-ils expliquer pourquoi les porte-parole du secteur privé sont tellement satisfaits du discours du trône et de la déclaration financière du ministre des Finances. Immédiatement après le discours du ministre des Finances, j'ai eu la chance de m'entretenir dans mon bureau avec John Bulloch, président de l'importante Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. La fédération de M. Bulloch est un des neuf groupes du secteur privé participant aux consultations, le même groupe si souvent calomnié par l'opposition. Permettez-moi de citer ce qu'a dit M. Bulloch:

Les indications données aux investisseurs sont positives parce qu'elles mettent un message sincère. On nous a dit que, désormais, le Canada s'appuierait plus sur le secteur privé que sur le gouvernement. Nous allégerons la réglementation et compterons sur le jeu du marché. En ce qui concerne la petite entreprise, le gouvernement a proposé à nouveau les mesures de simplification de l'impôt présentées en avril dernier. Ces mesures à caractère non partisan ont été mises au point après trois ans d'efforts entre le secteur privé et le fisc. Ils représentent des économies de 50 millions de dollars en frais de comptabilité seulement.

M. Bulloch a qualifié la déclaration du ministre des Finances de «douche froide» et ajouté que c'était la seule douche froide qu'il ait jamais eu plaisir à prendre. Cette douche, bien entendu, c'est le réveil brutal des Canadiens au vu d'un déficit beaucoup plus important qu'on ne l'avait dit précédemment. Les Canadiens ne doivent pas se laisser tromper par le caquetage de l'opposition qui prétend que nous ne nous préoccupons pas du chômage. La création d'emplois satisfaisants à long terme dépend d'une solide base économique nationale. L'opposition fait ce pour quoi on la paye. Malheureusement, ses membres se soucient peu de mal informer le public canadien et d'aggraver la souffrance et la détresse des chômeurs.

Remettre les Canadiens au travail est d'importance primordiale pour le gouvernement. Nous défions qui que ce soit de prouver le contraire. Notre intention sera toujours de traiter les Canadiens avec équité et compassion. C'est là un des changements que les gens souhaitaient. On ne négligera pas le chômage au profit des problèmes relatifs au déficit, mais même les personnes capables de faire seulement des calculs élémentaires peuvent comprendre pourquoi il faut s'attaquer en même temps au déficit.

Voyez ce que M. Bulloch a dit au nom de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante:

Nous avons appris des nouvelles bouleversantes sur l'ampleur du déficit du gouvernement et de ses problèmes financiers, mais celui-ci a dit en toute honnêteté et en toute franchise comment il va s'attaquer à ce problème.

Prévoir une économie de 4 milliards aussi rapidement est déjà une performance. A titre d'organisme, nous proposons au vice-premier ministre d'autres possibilités de réaliser des économies durant les six prochains mois. Les signaux sont extrêmement forts pour les entreprises. Ils sont particulièrement bons pour les petites entreprises. Nous avons établi toute une série de nouvelles règles entre le fisc et la petite entreprise.

Le fisc va supprimer les obstacles qui empêchaient la petite entreprise de prendre de l'expansion, notamment le régime d'assurance-chômage et les problèmes de capital-actions. Le clou, c'est la réforme du régime d'assurance-chômage parce que la plupart des gens ne se rendent pas compte à l'heure actuelle que l'assurance-chômage est une source de chômage.

Le taux de chômage est de 7 p. 100 aux États-Unis alors qu'il est de 11 p. 100 ici. Voici la raison: les Américains acceptent de vraies diminutions de salaires.

Article 21 du Règlement

Aux États-Unis, les travailleurs se déplacent plus souvent pour occuper un emploi. La formation a plus de succès aux États-Unis qu'au Canada et la rigidité de notre marché du travail est le principal obstacle à la création d'emplois au Canada. Le clou, ce sont les initiatives sérieuses visant à remanier le régime d'assurance-chômage.

M. le vice-président: A l'ordre. Je regrette de devoir interrompre le député, mais il est 13 heures. Je quitte le fauteuil jusqu'à 14 heures. Puisqu'il reste un peu de temps au député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling), il pourra continuer après les travaux habituels.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

LES CONSÉQUENCES DU BLOCAGE DE L'EMBAUCHAGE DE PERSONNEL

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, les régions les plus démunies du Canada n'ont pas encore ressenti toute l'ampleur des restrictions annoncées par le nouveau gouvernement conservateur. Je songe notamment au blocage du nombre d'années-personnes prévu par le gouvernement dans la Fonction publique et à la compression des services administratifs de divers ministères de l'État.

On sait très bien ce qui se produit lorsqu'on ordonne des réductions, des compressions et des blocages dans la Fonction publique. C'est l'employé au bas de l'échelle, le fonctionnaire des services d'exécution, des services régionaux, qui perd sa place. Le programme conservateur à cet égard est encore plus cruel qu'en 1979. Il est en effet à la fois ridicule et cruel d'entreprendre sciemment, comme l'a fait le gouvernement, de réduire le nombre de fonctionnaires sans tenir le moindre compte des personnes directement visées. Cette mesure touche toutes les localités rurales du Canada et frappe les sociétés d'État comme la Société canadienne des postes.

Cette semaine, tous les petits bureaux de poste de la région de l'Atlantique recevront l'ordre de ramener de 40 à 30 les heures de travail hebdomadaire. A Terre-Neuve, quelque 160 bureaux de poste sont visés par la décision arrêtée la semaine dernière pour l'ensemble de la région de l'Atlantique, et je pense bien que l'on portera cette semaine le même coup aux régions rurales du Québec. Manifestement, le gouvernement ne s'intéresse pas le moins au monde aux régions défavorisées du Canada, et encore moins aux pauvres gens.

* * *

LES SPORTS

LE MATCH DE FOOTBALL ANNUEL DE LA COUPE GREY SYMBOLE D'UNITÉ NATIONALE

M. George Minaker (Winnipeg-St. James): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour faire une déclaration